

(Suite de la page 5)

Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, les Allemands ont été en mesure, pendant quelques heures l'été dernier, de couvrir, avec le renouvelable, l'ensemble de leur consommation électrique.

Pendant seulement quelques heures et certainement pas en pointe...

Oui, effectivement, pas en pointe, mais se sont là des progrès notables. Quant à l'Algérie, cela va prendre du temps. La technologie existe et les coûts sont en train de baisser. Il faudra toutefois faire comme l'ont fait d'autres pays, à savoir régler une série de questions en amont et instituer une nouvelle culture. Par exemple, le privé ne se lancera dans l'éolien ou le solaire que s'il est capable de vendre son électricité à un prix rémunérateur et non pas au prix moyen auquel le citoyen paie son électricité aujourd'hui, sachant que ce prix est fortement subventionné. Il faudra s'organiser pour que les plus démunis reçoivent la subvention de l'Etat, les autres étant en mesure de payer le prix coutant. Contrairement au gaz de schistes, le renouvelable crée des emplois un peu partout, et pas seulement dans les bassins pétroliers. C'est pourquoi, il faut encourager le citoyen, la communauté, le village à se lancer dans le renouvelable. C'est là toute une révolution et je crois que le gouvernement en est bien conscient.

Toujours dans le domaine du renouvelable, où en est-on dans le projet Desertec et comment s'y positionne notre pays ?

Le projet Desertec est une initiative essentiellement allemande, dans laquelle des sociétés d'électricité se sont impliquées. L'idée est que le soleil joue un rôle de plus en plus important dans la produc-

tion de l'électricité et la région où l'ensoleillement est le plus fort est le Sahara. Nous avons, chez nous, un taux d'ensoleillement de 3000 heures/an. Les Allemands se sont dit qu'à partir du moment où une telle source existe, pourquoi ne pas créer le solaire à grande échelle dans les pays d'Afrique du Nord, d'où la création de Desertec. Dans ce projet, les Marocains sont bien avancés. Pour ce qui nous concerne, nous ne disons pas non, nous regardons. Nous sommes d'accord sur le principe qui consiste à développer le solaire à grande échelle à condition, bien entendu, qu'une grande partie reste chez nous même si Desertec s'engage dans une opération d'exportation à travers des réseaux intégrés. Notre idée est de produire une capacité de 22 000 MW, dont 10 000 seraient réservés à l'exportation. Aujourd'hui, ce projet est au stade de l'étude. Hier, à la conférence, nous avons appris que, de toute façon, il ne fallait pas compter sur une exportation d'électricité vers l'Europe avant 2025, le marché étant convenablement approvisionné jusque-là.

Si Desertec s'engage dans une opération d'exportation à travers des réseaux intégrés. Notre idée est de produire une capacité de 22 000 MW, dont 10 000 seraient réservés à l'exportation. Aujourd'hui, ce projet est au stade de l'étude. Hier, à la conférence, nous avons appris que, de toute façon, il ne fallait pas compter sur une exportation d'électricité vers l'Europe avant 2025, le marché étant convenablement approvisionné jusque-là.

Sommes-nous suffisamment représentés dans ce projet pour faire entendre notre point de vue ?

Les Allemands savent très bien que nous sommes un élément indispensable à la réalisation de ce projet et savent éga-

lement qu'au plan politique, les Algériens voudront avoir l'œil sur tout. D'ailleurs, le ministre de l'Energie a énoncé nos condi-

Au vu de nos réserves largement entamées, il n'y aura donc pas suffisamment de gaz pour remplir les tuyaux ou alimenter les usines de liquéfaction. Bien entendu, nous ne pouvons pas sacrifier la consommation nationale et sommes obligés de répondre aux besoins grandissants du marché national qui reste une priorité.

Des fusions-acquisitions dans le secteur de l'énergie sont devenues très courantes sur les places boursières alors que l'Algérie prévoit l'exercice du droit de préemption chaque fois qu'une entreprise souhaite céder ses actifs. Pensez-vous que notre pays doit maintenir ce cap ou adapter plutôt la loi lorsqu'il s'agit du secteur de l'énergie ?

Dans nos partenariats avec les sociétés étrangères, la société étrangère est, soit seule avec SH, soit également associée à d'autres sociétés. L'accord de départ stipule que, si demain, pour une raison ou pour une autre, la société en

question veut vendre sa part, SH a un droit de préemption. Cela est tout à fait normal et cela existe partout dans le monde. Vous êtes chez moi, vous y travaillez. Si vous voulez vendre à une filiale, ce n'est pas un problème, cela reste dans la famille. Mais si vous voulez vendre à quelqu'un d'autre, je veux avoir un droit de préemption. Autrement dit, j'ai la possibilité de regarder par qui vous voulez être remplacé ; je peux refuser, par exemple, si je n'ai pas confiance en cet éventuel repreneur. Je peux m'y opposer si vous me ramenez «un canard boiteux» qui n'a pas la capacité financière pour répondre à ses obligations contractuelles. J'ai donc un droit de regard et, si cela me convient, je me porte moi-même acquéreur, au même prix. Ce droit de préemption existe partout, il faut le maintenir pour assurer la bonne réalisation de nos projets. Au demeurant, le projet de nouvelle loi pétrolière, actuellement en cours d'examen au Parlement, n'apporte, en l'espèce, rien de nouveau.

Pour finir, que pensez-vous, globalement, de ce nouveau projet de loi ?

A mon avis, il répond essentiellement à une préoccupation majeure, celle d'alléger la fiscalité pétrolière applicable à la production d'hydrocarbures dits non conventionnels en raison de leur coût d'exploitation relativement élevés et de l'évolution du marché pétrolier. Le projet reste cependant muet sur une autre préoccupation fondamentale, maintes fois exprimée par les opérateurs pétroliers étrangers, à savoir le long processus de décision d'Alnaft et de Sonatrach qui a considérablement retardé le développement de certains projets et donné lieu à de nombreux contentieux.

K. B.-A.

Publicité

ش ت و



شركة توزيع الكهرباء والغاز للوسط

Société de Distribution de l'Electricité et du Gaz du Centre

Direction de Distribution de Djelfa

COMMUNIQUÉ

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DES MARCHES

Conformément aux dispositions de la réglementation des marchés applicables aux sociétés du Groupe Sonelgaz, la Société de Distribution de l'Electricité et du Gaz du Centre SDC - DIRECTION DE DISTRIBUTION DE DJELFA, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national N° 02/E/DEET/DD. Djelfa/SDC/2012, qu'après ouverture et évaluation publiques des offres financières du 19/11/2012, les marchés sont attribués provisoirement aux soumissionnaires ci-après :

Lot N° 01
AIN OUSSERA : CREATION NOUVEAU DEPART MTA BIRINE ISSU PS TRONÇON N°01.
Entreprise : E.T.U.H.B.P.E OMARI Omar (Moins-disante).
Délai : 60 jours.
Montant de l'offre : 12 930 744.00 DA/HT
DOUZE MILLIONS NEUF CENT TRENTE MILLE SEPT CENT QUARANTE-QUATRE DINARS EN HORS TAXE.

Lot N° 02
AIN OUSSERA : CREATION NOUVEAU DEPART MTA BIRINE ISSU PS TRONÇON N°03.
Infructueux pour le motif : Offre excessive.

Lot N°03
DJELFA : CREATION NOUVEAU DEPART HTA BAHRARA TRONÇON N°01.
Entreprise : GUETTAF Kamel (Moins-disante).
Délai : 45 jours.
Montant de l'offre : 10 792 854.77 DA/HT.
DIX MILLIONS SEPT CENT QUATRE-VINGT DOUZE MILLE HUIT CENT CINQUANTE-QUATRE DINARS 77 CTS EN HORS TAXE.

Lot N°04
DJELFA : CREATION NOUVEAU DEPART HTA BAHRARA TRONÇON N°02.
Entreprise GUETTAF Kamel (Moins-disante).
Délai : 45 jours.
Montant de l'offre : 9 875 710.26 DA/HT.
NEUF MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SEPT CENT DIX DINARS 26 CTS EN HORS TAXE.

«Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré par le service contractant peuvent introduire un recours dans un délai de **dix (10) jours** comptés de la date de la première publication de l'avis d'attribution provisoire, auprès du service contractant au nom du président de la CEDRAO».

REPUBLICQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

DIRECTION DE L'ENERGIE ET DES MINES

BECHAR

NIF : 411005000008030

N° 5027 /DEM/2012

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU

MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 49 du décret présidentiel n° 10-236 du 07.10.2010 modifié et complété portant réglementation des marchés publics, la Direction de l'Energie et des Mines de la Wilaya de Bechar informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres restreint n° 2934/DEM du 29.10.2012 paru dans les quotidiens : «*Le Soir d'Algérie* et *Al-Massa* en date du 7.11.2012.», relatif à la réalisation de l'Annexe de l'Office National de Métrologie Légale à Bechar qu'à l'issue de l'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement conformément aux critères du cahier des charges à l'entreprise suivante :

N°	Ouvrage	Entreprise	Montant après correction en TTC	Délai	Note	Observation
01	Réalisation : Antenne de l'Office National de Métrologie Légale à Bechar	SARL RAHMA + NIF 099808019070807 01	14.789.760.57	10 mois	48	Offre moins-disante

Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats de l'évaluation des offres techniques et financières sont invités à se rapprocher des services de la Direction de l'Energie et des Mines de la wilaya de Bechar au plus tard trois (03) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'attribution provisoire du marché conformément à l'article 125 du décret présidentiel sus-mentionné.

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Bechar dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou dans les quotidiens nationaux conformément à l'article 114 du décret présidentiel sus-mentionné.

LE DIRECTEUR

Anep n° 953 506 - Le Soir d'Algérie du 13/12/2012

Anep n°953 529 - Le Soir d'Algérie du 13/12/2012